

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: [1]: Numéro Thématique : 1914-1944

Artikel: Méditation au Kosovo
Autor: Lambert, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781217>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 11.12.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



Astrit Leka, à une réunion d'anciens combattants.
Photo © Auteur.

International

Médiation au Kosovo

Alexandre Lambert

Directeur académique, School for International Training (SIT), Genève

Au début de l'année 1998, dans l'appartement privé de Astrit Leka, ancien combattant de l'Albanie et membre de la direction de l'Organisation des Anciens Combattants non-communistes fondée en Albanie après la débâcle du régime totalitaire, se sont retrouvés des conseillers du Premier ministre d'Italie, Romano Prodi et du Ministre de l'intérieur, Giorgio Napolitano, actuel président de l'Italie. L'Italie devait mener une mission de médiation avec l'armée de libération du Kosovo (UCK), considérée jusqu'alors comme une organisation terroriste. Etant donné que c'était en effet une mission pour l'OTAN et pour l'occident plus généralement, l'Italie était considérée comme le pays le plus proche géographiquement et historiquement pour jouer le rôle clé dans cette médiation. Pourtant, il fallait à ces conseillers et experts de retrouver un intermédiaire pour établir un contact concret et fructueux dans ces moments de haute tension, vu la détérioration du conflit au Kosovo- et en ex-Yougoslavie.

Monsieur Leka, qui avait alors 74 ans, était déjà bien connu en Italie depuis sa jeunesse quand il avait étudié en privé au fameux collège « Cicognini » à Prato-Toscane et qu'il avait même abandonné en 1941, à l'âge de 16 ans, pour rentrer en Albanie et se battre pour la libération du joug fasciste italien. Juste quand le sort de la guerre n'était pas encore décidé et que les Panzers de Guderian étaient à 18 kilomètres du Kremlin. Le sort avait voulu que Leka, le 8 septembre 1943, se trouve à l'état-major de l'Armée de libération nationale d'Albanie, de retour d'un service auprès des missions britanniques parachutées en Albanie. Ce soir-là le Commissaire de l'état-major, Enver Hoxha, son ancien professeur au lycée français, sachant que Leka connaissait parfaitement l'italien, l'autorise de faire les négociations de reddition sans conditions des généraux des divisions italiennes, pour éviter leur déportation en Allemagne ou tout massacre de la part des nazis, comme celle de Céphalonie en Grèce.

Il accomplit sa mission avec une grande noblesse, bien que durant les mois de juillet et d'août 1943, son frère fut blessé, deux de ses compagnons de classe furent tués, dont un pendu et tant de villages et de villes furent embrasés par ces militaires. Leka, durant une nuit entière, eut le temps de changer sa haine envers ces militaires en détresse, en les considérant les pères ou les frères de ses copains du collège ou le fiancé de la soprano de l'Opéra Matastasio à Prato, où on les menait souvent, et pourquoi pas aussi le mari de la cuisinière du collège, très importante en ce temps de guerre. Ce noble comportement de Leka n'avait pas échappé à la mémoire des Italiens de cette époque de guerre. Voilà une des raisons que le collège a élu Leka en 1997, 56 ans après son départ, au comité de l'association du collège.

Maurizio Stefanini, dans le journal Romain *Libéral*, le 28 novembre 2012, explique dans son article portant le titre « La médiation de Leka » : « *En réalité, à Genève il y avait un personnage qui ne pouvait pas être recruté par les réseaux d'espionnage qui opèrent traditionnellement dans cette ville helvétique. Il faut dire que l'autorité de ce personnage lui avait donné une fiabilité chez les Italiens, chez les Albanais, et chez les Kosovars. Alors, c'était lui l'homme qui pouvait faire l'intermédiaire auprès des deux parties... Astrit Leka était l'homme-clef des rapports entre les services secrets italiens et les combattants de l'UCK.* »

En effet, Leka était considéré par le Gouvernement italien crédible et fiable non seulement pour l'OTAN et la Communauté internationale, mais également vis-à-vis des Albanais eux-mêmes, plus particulièrement des Albanais du Kosovo, de Macédoine, du Monténégro, de Prescevo et en ex-Yougoslavie. Se battant pour les droits de l'Homme et un meilleur entendement entre les peuples en Europe depuis la fin de la guerre froide, Astrit Leka s'est fait connaître aussi dans le monde des Albanais, toute en restant indépendant politiquement. C'est justement avec ce franc-tireur que les envoyés italiens ont discuté pendant toute une journée, avant de se mettre d'accord sur sa disponibilité et confiance, pour

rendre un bon service à la paix internationale. Et selon le journaliste Stefanini, ils étaient stupéfaits quand Leka a refusé toute compensation financière de leur part. Il a refusé même le remboursement de ces frais de voyages.

Leka a pris un risque considérable, car jusqu'à ce jour-là, même s'il avait occasionnellement rencontrés des représentants de l'UCK, notamment dans des conférences internationale comme le Forum de Crans Montana, il ne pouvait nullement leur faire confiance, car il avait même publiquement critiqué l'UCK pour certains actes qui ne leur rendaient pas honneur. Pourtant, ce franc-tireur avec une volonté de fer et un cœur patriotique, cet ancien combattant volontaire de la Deuxième Guerre mondiale à l'origine d'actes d'héroïsme finalement reconnus après 60 ans, ne s'est jamais soumis aux communistes Staliniens - ses propres compagnons de Guerre d'autrefois. En plus, Astrit savait bien que pour cet engagement, il devenait la cible principale du régime de Milosevic, qu'il allait tout faire pour l'éliminer afin d'éviter le rapprochement entre l'UCK et l'Occident. De leur côté, les représentants de l'OTAN confiaient à Leka qu'ils craignaient que l'UCK cherche à les éliminer eux-mêmes, étant donné qu'ils restaient encore convaincus d'avoir à faire avec des « terroristes. »

Alors, Leka intervient et leur dit : « Soyez sûr, *ils me tueront avant vous ! Mais j'ai confiance en nos coutumes (albanaises) et en leur respect de celles-ci.* » Il contacte alors quelques représentants de l'UCK résidants en Suisse et les invite chez lui à Genève, ce que l'un d'eux fit, finalement. Après que Leka lui présenta le projet et l'intention de ses bons offices, la réponse fut catégorique : « *Non, nous ne pouvons pas prendre contact avec ces représentant du Gouvernement Italien, car dans le Cabinet, il y a un des plus proches amis intimes de Milosevic, Lamberto Dini.* » L'UCK craignait donc qu'avec le premier contact, on puisse les arrêter et les faire disparaître. Et de mentionner le cas de Ben Barka. Après de longs discours avec ce représentant de l'UCK, Leka réussit à les convaincre personnellement, même s'il n'avait à ce moment pas encore l'autorisation officielle de négocier. Pourtant, il a promis de transmettre le message à la direction politique de l'UCK dans les Balkans. Et pour l'encourager et le convaincre d'avantage de la bienveillance du Gouvernement Italien, Leka lui a montré une lettre au nom du Président italien adressée à lui-même. Dans cette lettre, le président félicitait Leka pour l'inauguration du buste de Skanderbeg, héros national des Albanais, à Genève. Finalement, Leka lui expliquait que les conseillers italiens, dans le cadre de cette mission de médiation, étaient bien appuyés par « l'homologue américain » - c'est-à-dire Bill Clinton.

Leka, conseillé par son avocat, quitte alors le territoire suisse, non seulement pour éviter des éventuels attaques par les services secrets serbes qui avaient plusieurs agents à Genève, mais aussi pour éviter des complications avec la police helvétique.

L'UCK avait finalement accepté de suivre les conseils de Leka. Les rendez-vous avec les deux parties ont eu lieu en Italie et en France. L'UCK accepta tout d'abord de restreindre quelques-unes de ses actions militaires, et

au cours de quelques mois de négociations secrètes, le Gouvernement italien finit par accepter le fait que l'UCK se battait pour la libération de son peuple et qu'il ne fallait dès lors plus le stigmatiser en tant qu'organisation terroriste.

Durant la dernière rencontre en France, Leka demanda aux Italiens de rendre publique leur nouvelle perception de l'UCK. Pour faire ceci, Leka demanda qu'une personnalité importante et mondialement connue prenne contact directement avec l'UCK, à Genève ou ailleurs. Au mois de juin, l'Américain Gallbart, le plus hostile ennemi de l'UCK, juste après avoir écrit un article contre l'UCK en Amérique, a été envoyé à Genève pour prendre contact avec les représentants de l'organisation - les mêmes qui avaient pris part aux négociations des bons offices que Leka avait facilités.

Neufs mois plus tard, en mars 1999, le conflit éclata au Kosovo après les entretiens de Rambouillet. Mais étant donné que l'UCK était déjà en contact proche avec l'OTAN, elle disposait désormais d'un potentiel allié, entre autre grâce aussi à la médiation de Leka.

Quelle que soit sa contribution concrète, le fait est que Leka n'a pas accepté un seul centime de récompense, que sa famille a vécu sous la terreur pendant toute cette période, et que lui et sa famille auraient pu être assassinés par Milosevic jusqu'au dernier moment de sa mission.

En 2006, la Suisse lui accorde la nationalité, et l'ancien Président de la Confédération et ancien Chef du Département de la Défense, Samuel Schmid, lui écrit : « *Votre combat, votre ténacité vous font honneur.* » Isabel Rochat, ancienne Cheffe du département de police et de la sécurité de Genève, lui écrit en 2010 : « *Le canton de Genève et la Suisse doivent être fiers d'avoir accueilli sur leur sol des personnes de votre qualité.* » Et Liliane Maury Pasquier, ancienne Présidente du Conseil National lui écrit : « *Votre parcours de vie, marqué par un activisme héroïque en faveur de la liberté des peuples et des droits humains a profité à Genève et à la Suisse et suscite toute mon admiration.* »

Le 26 mai 2014, on lui écrit que le Président français, François Hollande, s'est intéressé personnellement à ce que Leka soit invité en Normandie le 6 juin 2014, afin d'assister au 70^e anniversaire des Débarquement alliés.

A. L.